

Frédéric HURLET*, Pascal MONTLAHUC**

L'OPINION PUBLIQUE DANS LA ROME TARDO-RÉPUBLICAINE

À propos de : CR. ROSILLO-LÓPEZ, *Public Opinion and Politics in the Late Roman Republic*. - Cambridge : Cambridge University Press, 2017. - XI+270 p. : bibliogr., index. - ISBN : 978.1.107.14507.8.

DE LA DÉMOCRATIE À L'OPINION, DE LA POLITIQUE AU POLITIQUE

Depuis plusieurs décennies, une question traverse l'historiographie sur la Rome de la fin de la République : le système politique de cette époque peut-il être qualifié de « démocratie » ? Si tel n'est pas le cas, dans quelle catégorie de régime le « classer »¹ ? Il est temps d'aller définitivement au-delà d'un tel débat, aujourd'hui menacé de sclérose. Non que la proposition de F. Millar visant à faire de la République romaine « une démocratie dans un sens strictement neutre » et les objections argumentées qui ont été présentées par plusieurs historiens allemands (dont K.-J. Hölkeskamp, M. Jehne ou E. Flaig) aient été dépourvues de légitimité dans le

* Université Paris Nanterre/Institut Universitaire de France, UMR ArScAn 7041 ; fhurlet@parisnanterre.fr.

** École française de Rome, UMR ANHIMA 8210 ; pascal.montlahuc@hotmail.fr.

1. Cf., sur ce point, le bilan historiographique établi par FR. HURLET, « Démocratie à Rome ? Quelle démocratie ? En relisant Millar (et Hölkeskamp) » dans ST. BENOIST éd., *Rome, a City and its Empire in Perspective: The Impact of the Roman World through Fergus Millar's Research. Rome, une cité impériale en jeu : l'impact du monde romain selon Fergus Millar*, Leyde 2012, p. 19-43.

contexte où elles ont été émises². Mais cette focalisation sur l'intérêt qu'il y a à appliquer ou non à la vie politique romaine une notion grecque présente le risque d'enfermer la discussion dans un débat de terminologie, qui plus est étrangère aux Romains, et de la réduire à un aspect purement formel qui est celui de la *forma* du régime, alors même que la définition de la *res publica* doit prendre en compte une multitude d'autres critères³. Un des acquis des travaux les plus récents, qui a émergé de points de vue foncièrement différents sur la Rome tardo-républicaine, est l'idée selon laquelle la vie politique, loin d'avoir été confinée dans les murs du Sénat et les demeures des puissants, avait pour cadre une scène sur laquelle évoluaient les aristocrates et qui avait besoin d'un public. Cette métaphore théâtrale, si prisée des anciens, aide à faire comprendre dans quelle mesure et de quelle manière le regard de l'historien s'est progressivement déplacé ces dernières années depuis l'aristocratie vers des acteurs de statuts socio-politiques plus modestes, qui pesaient eux aussi et à leur manière sur le processus de prise de décision. Ce qui intéresse désormais l'historiographie n'est donc plus seulement l'aristocratie en elle-même et pour elle-même, ni les liens multiples au sein de celle-ci, mais également les relations qu'elle entretenait avec d'autres acteurs de la vie politique.

C'est ce qui explique par exemple que les renouvellements historiographiques les plus récents et les plus marquants aient porté sur la plèbe de Rome et sa culture, sur les *contiones* en tant que lieu d'interaction de la plèbe avec l'aristocratie, ou encore sur le mode de communication politique⁴. L'ouvrage de Cr. Rosillo-López s'inscrit dans un tel contexte historiographique, en proposant d'étudier le phénomène de « l'opinion publique » et de ses liens avec la vie politique à la fin de la République. Le public avec lequel les aristocrates interagissaient n'était en effet pas une masse informe et sans épaisseur. Il formait aussi un acteur politique à part entière, qui exprimait des attentes et manifestait ses volontés sous une forme ou une autre, que ce soit pour approuver, désapprouver, arbitrer ou encore se révolter. À ce titre, il se forgeait une opinion qui peut être étudiée en tant que telle, même si une telle entreprise se révèle éminent complexe. Le problème principal que pose la notion d'opinion publique ne découle pas seulement du fait qu'il est difficile de se représenter une opinion émanant d'une foule d'individus et d'étudier

2. Cf. à ce sujet un recueil comprenant les principales études de F. Millar sur la République romaine : F. MILLAR, *Rome, the Greek World, and the East*. Vol. 1. *The Roman Republic and the Augustan Revolution*, eds. H. M. COTTON, G. M. ROGERS, Chapel Hill-Londres 2002. Sur la réaction aux travaux de Millar, cf., e.g., M. JEHNE éd., *Demokratie in Rom ? Die Rolle des Volkes in der Politik der römischen Republik*, Stuttgart 1995 et K.-J. HÖLKEKAMP, *Rekonstruktionen einer Republik. Die politische Kultur des antiken Roms und die Forschung der letzten Jahrzehnte*, Munich 2004 (traduction française : *Reconstruire une République. Antiquité romaine. La « culture politique » de la Rome antique et la recherche des dernières décennies*, Nantes 2008 ; traduction anglaise : *Reconstructing the Roman Republic. An Ancient Political Culture and Modern Research*, Princeton 2010, avec des *addenda* substantiels).

3. Pour une tentative de dépasser ce débat, qui s'intéresse non plus à la *forma* de la *res publica*, mais à ses *partes*, et qui donne un tour plus dynamique à l'étude de la nature même de la République romaine, cf. CL. MOATTI, *Res publica. Histoire romaine de la chose publique*, Paris 2018. Voir également L. HODGSON, *Res publica and the Roman Republic: 'Without Body or Form'*, Oxford-New York 2017.

4. Cf. notamment les différents travaux de Fr. Pina Polo sur les *contiones* ou C. COURRIER, *La plèbe de Rome et sa culture (fin du II^e siècle av. J.-C. - fin du I^{er} siècle ap. J.-C.)*, Rome 2014, étude dont il sera largement question *infra*.

le processus complexe de formation d'une opinion collective qui serait à la fois la somme des opinions individuelles et plus que cette seule somme. Il tient aussi au formidable succès qu'a rencontré dans nos sociétés contemporaines une telle notion, qui ne peut à ce titre être appliquée à l'Antiquité sans une discussion approfondie et qu'il convient de toujours « historiciser », c'est-à-dire de replacer dans un contexte historique nécessairement singulier.

Il faut d'emblée rappeler que le plus petit dénominateur commun de la notion d'opinion publique, quelle que soit l'époque considérée, est la communication qu'elle induit de manière verticale entre les différents groupes d'une société donnée et de manière horizontale au sein de ces mêmes groupes sociaux. Une opinion collective ne peut en effet résulter que d'un processus qui met en relation des individus et utilise les ressources du langage, oral (le bouche-à-oreille, la discussion informelle, la rumeur...) comme écrit (la correspondance, le graffiti, le pamphlet...). Il faut donc s'interroger, dans le cas de la Rome tardo-républicaine, sur la capacité des différents acteurs de la vie publique à se transmettre des informations, quel que soit leur statut : en l'occurrence l'orateur voulant convaincre son auditoire ou des aristocrates donnant chacun leur point de vue à l'occasion d'un *convivium*, mais aussi des boutiquiers ou des barbiers faisant naître des avis à la suite de discussions, ou colportant des bruits qui circulaient déjà, par de multiples biais, dans différents lieux de la Ville. Cette volonté d'éclairer l'usage qui était fait des opinions échangées à Rome et en dehors implique une conception élargie de la vie et de la culture politiques⁵ : il s'agit dès lors de se tourner vers la compréhension de mécanismes psychologiques et sociaux situés à l'intersection de *la* politique – au sens de fonctionnement régulier des institutions et de la compétition aristocratique, selon des modalités formalisées – et *du* politique – compris comme un champ d'action plus diffus, reposant sur les pratiques et rituels d'inclusion sociale et politique⁶. C'est un tel tournant épistémologique qu'a pris Rosillo-López, qui tente d'éclairer la politique tardo-républicaine par le biais de réflexions portant sur le politique et qui, à cette fin, place au cœur du jeu politique les rapports entre l'opinion publique et ce qu'elle qualifie d'« *informal politics* » (p. 16-18).

5. J.-M. DAVID, « L'historiographie française de la République romaine des cinquante dernières années » dans SOPHAU éd., *Cinquantenaire de la SOPHAU (1966-2016). Regards croisés sur l'histoire ancienne en France*, Besançon 2017, p. 99-116 (ici p. 111) pour un bilan des récentes recherches (francophones) consacrées à la culture politique romaine.

6. Dans le sillon des travaux de V. Azoulay et P. Ismard sur l'Athènes classique, voir la discussion sur la distinction (émique et étique) entre *la* politique et *le* politique dans la Rome tardo-républicaine engagée dans P. MONTLAHUC, « Cl. Nicolet et les “langages parallèles” du citoyen : (ré)introduire le politique à Rome », à paraître, *CCG*, XXXI, 2020.

PUBLIC OPINION AND POLITICS IN THE LATE ROMAN REPUBLIC AU MIROIR DE L'ÉPISTÉMOLOGIE ET DE L'HISTORIOGRAPHIE SUR L'OPINION PUBLIQUE

Émanation d'un programme qui a alimenté plusieurs études de l'auteure sur la communication politique⁷, le livre de Rosillo-López entend souligner l'importance des aspects informels de la politique romaine et offrir « a new perspective and interpretation of the political character of the Roman Republic and a wider approach to what constitutes political participation » (p. 2). Afin de mener à bien cet ambitieux projet, Rosillo-López s'inscrit en faux contre l'influente théorie de J. Habermas (*infra*) et rappelle avec raison que l'opinion et la sphère publiques ont existé avant le XVIII^e siècle. Son deuxième postulat est de considérer l'opinion publique comme un élément informel qui permet aux institutions romaines de fonctionner sur le plan formel. Enfin, l'opinion « populaire » de la fin de la République est abordée sous l'angle des interactions entre l'élite et le *populus*, ces dernières ne se résumant ni à un conflit permanent, ni à la constante recherche d'un consensus⁸. Ces réflexions liminaires sont développées dans le premier chapitre du livre, qui revient sur certains débats à propos de la compréhension historique de l'opinion publique à Rome (p. 6-41). L'auteure y propose un panorama (sélectif) des penseurs qui, depuis Montaigne (inventeur de l'expression « opinion publique »), ont tenté de saisir l'opinion dans sa dimension historique, politique ou sociale.

Chez J. Habermas, c'est avant tout l'existence de la raison qui fonde l'opinion publique, cette dernière étant entendue comme une occupation de l'espace public de la part d'un contre-pouvoir bourgeois fondé sur un discours raisonné et formalisé dans le cadre des discussions de salons, ensuite diffusées par le biais de la presse, des revues et/ou des pamphlets⁹. Toutefois, outre l'absence évidente de l'imprimerie, la situation romaine diffère sur plusieurs points de celle qu'entend décrire le schéma habermassien¹⁰. Rosillo-López insiste notamment sur le fait que les lieux officiels de réunion publique étaient, à Rome, formalisés par et pour l'élite civique, ce qui signifiait que le reste du *populus* ou la plèbe urbaine devait trouver d'autres « espaces

7. Notamment « The Workings of Public Opinion in the Late Roman Republic: the Case Study of Corruption », *Klio* 98, 2016, p. 203-227 ; « Informal Conversations between Senators in the Late Roman Republic » dans CR. ROSILLO-LÓPEZ éd., *Political Communication in the Roman World*, Leyde 2017, p. 34-51 ; « Popular Public Opinion in a Nutshell: Nicknames and Non-elite Political Culture in the Late Republic » dans L. GRIG éd., *Popular Culture in the Ancient World*, Cambridge 2017, p. 91-106 ; « The Role and Influence of the Audience (*corona*) in Trials in the Late Roman Republic », *Athenaeum* 105/1, 2017, p. 106-119 et, enfin, CR. ROSILLO-LÓPEZ éd., *Communicating Public Opinion in the Roman Republic*, Stuttgart 2019.

8. Sur le maniement du concept de *consensus* : FR. HURLET, « Le consensus impérial à l'épreuve. La conspiration et ses enjeux sous les Julio-Claudiens » dans G. URSO éd., *Ordine e sovversione nel mondo greco e romano. Atti del convegno internazionale, Cividale del Friuli, 25-27 settembre 2008*, Pise 2009, p. 125-143 (voir p. 130-131).

9. J. HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris 1978 (trad. fr. de l'éd. allemande de 1962).

10. Sur l'usage et les limites des réflexions de Habermas dans le cas de Rome, voir FR. HURLET, « L'«*öffentliche Meinung*» de Habermas et l'opinion publique dans la Rome antique. De la raison à l'*auctoritas* » dans CR. ROSILLO-LÓPEZ éd., *Communicating Public Opinion...*, *op.cit.*, p. 23-40 : l'article conclut que les hypothèses développées par Habermas permettent avant tout de saisir ce que l'opinion publique romaine n'est pas.

publics » pour y exprimer ses opinions. De surcroît, en l'absence d'une société en partie structurée autour de l'opposition entre bourgeoisie et État royal, l'aristocratie romaine était bien souvent le groupe social d'où provenaient à la fois ceux qui gouvernaient et ceux qui critiquaient le gouvernement de la cité, une même personne pouvant passer d'une catégorie à l'autre au cours de sa carrière¹¹. Enfin, la thèse de Habermas sous-entend une maîtrise à peu près égale des outils du débat public de la part des acteurs qui prenaient part à ce débat et élude, de ce fait, les dissymétries entre capitaux culturels qui pouvaient rendre difficile, voire impossible le dialogue entre élites et citoyens. En effet, malgré la *libertas* dont jouissait tout citoyen romain, la liberté de parole et la liberté de parler ne se confondaient jamais, puisque l'élite contrôlait le discours politique formalisé et rejetait comme « licencieux » tout discours jugé illégitime : la manière de s'exprimer était un prolongement de l'*urbanitas*, de la *persona* et du statut social d'un individu, ces éléments combinés déterminant la possibilité, variable, des citoyens de participer directement aux débats de la cité¹². Aussi la théorie proposée par l'auteur allemand révèle-t-elle rapidement ses limites pour l'étude de Rome, en dernier lieu parce que son approche « logocentrique » tend parfois à minimiser l'importance des pratiques socio-politiques qui sont au fondement de l'opinion publique¹³. L'autre approche moderne de l'opinion que discute Rosillo-López est l'analyse « psychologisante », notamment favorisée par E. Noelle-Neumann et lisible dans la théorie de la « spirale du silence » (p. 25-27). Cette dernière postule que l'impératif d'inclusion à un groupe social implique bien souvent de suivre le leader dudit groupe et de se rallier à son avis, ce qui a pour conséquence de rendre peu visibles les avis contradictoires traversant initialement le groupe.

Rosillo-López souligne à juste titre les faiblesses des théories de Habermas et de Noelle-Neumann : peu fondées empiriquement, celles-ci font, dans le cas du premier, « naître » l'opinion publique au XVIII^e siècle et y voient, dans le second cas de figure, un phénomène social dont le fondement rationnel est trop souvent évacué au profit de la lecture psychologisante. Face à ces diverses apories, l'approche que les historiens du politique favorisent de manière croissante est celle de la sociologie interactionniste, notamment représentée en France par

11. Ainsi FR. HURLET, « L'«*öffentliche Meinung*» de Habermas », *art. cit.* : « À Rome, l'opinion publique n'était pas là pour contester le pouvoir en tant que tel, mais pour le servir, prendre position dans le cadre d'une société concurrentielle, faire pression ou encore se révolter violemment pour faire connaître au pouvoir telle ou telle revendication et de façon plus générale ses attentes ou ses volontés » (p. 30).

12. Voir sur ce point les articles de J.-M. DAVID, inspirés des théories de P. Bourdieu portant sur les différences entre « bouche » bourgeoise et « gueule » ouvrière : « Les orateurs des municipes à Rome : intégration, réticences et snobismes » dans M. CÉBEILLAC-GERVASONI éd., *Les « bourgeoisies » municipales italiennes aux II^e et I^{er} siècles av. J.-C.*, Naples-Paris 1983, p. 309-323 et « *Eloquentia popularis* et *urbanitas*. Les orateurs originaires des villes italiennes à Rome à la fin de la République », *ARSS* 60, 1985, p. 68-71. Sur les dimensions rhétoriques et politiques de l'*urbanitas* et de la *persona* de l'orateur, voir l'étude importante de CH. GUÉRIN, *Persona. L'élaboration d'une notion rhétorique au I^{er} siècle av. J.C. Vol. II. Théorisation cicéronienne de la persona oratoire*, Paris 2011.

13. Sur les implications de cette approche logocentrique dans le cas grec, cf. V. AZOULAY, « L'Espace public et la cité grecque : d'un malentendu structurel à une clarification conceptuelle » dans P. BOUCHERON, N. OFFENSTADT éd., *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, Paris 2011, p. 63-76 (ici p. 68-73).

les études de Ph. Aldrin sur la rumeur¹⁴. La sociologie interactionniste considère la rumeur comme un fait social « normal » et comme une modalité ordinaire de sociabilité permettant d'approcher les acteurs du politique et leurs pratiques « par le bas ». Dans le cas particulier de la Rome républicaine, une phrase de Fl. Dupont semble assez bien résumer le type de postulats qui sous-tendent une telle démarche : « une information faite essentiellement de ragots et de proverbes n'est pour les promeneurs du Forum qu'un prétexte à se redire leur accord sur des valeurs communes élémentaires »¹⁵. L'ouvrage de Rosillo-López s'insère, après d'autres¹⁶, dans cette tendance épistémologique qui fait des rumeurs (étudiées au chapitre III, p. 75-97) et, plus largement, des interactions individuelles ou collectives au fondement de l'opinion le cœur de l'analyse socio-historique.

Destinées à expliciter les positionnements épistémologiques de l'auteure, les pages introductives passent sous silence certains débats qui portent sur la validité du concept d'« opinion publique » en sciences humaines¹⁷ et tirent peu de profit des réflexions menées par les médiévistes et les alto-modernistes sur l'opinion publique¹⁸. Ces études ont pourtant

14. Par exemple PH. ALDRIN, « Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales », *Genèses* 50, 2003, p. 126-141 puis *Sociologie politique des rumeurs*, Paris 2005. Ces études visent à comprendre la rumeur comme une « pratique de production, d'échange et d'usage des discours sociaux » et tentent ainsi de dépasser la lecture psychopathologique ou anémique d'Allport et Postman (1947), qui faisaient des rumeurs l'expression d'une angoisse collective cristallisée autour d'un événement réunissant les critères de l'ambiguïté et de l'implication personnelle.

15. FL. DUPONT, *La vie quotidienne du citoyen romain sous la République (509-27 av. J.-C.)*, Paris 1989, p. 188.

16. Cf. R. LAURENCE, « Rumour and Communication in Roman Politics », *G&R* 41, 1994, p. 62-74 ainsi que les analyses récentes, consacrées à l'époque impériale, de C. COURRIER, « The Roman Plebs and Rumour: Social Interactions and Political Communication in the Early Principate » dans CR. ROSILLO-LÓPEZ éd., *Political Communication...*, *op. cit.*, p. 139-164 et J.C. MAGALHÃES DE OLIVEIRA, « The Emperor is Dead! Rumours, Protests, and Political Opportunities in Late Antiquity », p. 165-178 du même ouvrage collectif.

17. Ainsi la divergence de vues entre P. BOURDIEU, « L'opinion publique n'existe pas » dans P. BOURDIEU, *Questions de sociologie*, Paris 1984, p. 222-235 [orig. dans *Les Temps Modernes* 29, 1973, p. 1292-1309] et J. OZOUF, « L'opinion publique : apologie pour les sondages » dans J. LE GOFF, P. NORA dir., *Faire de l'Histoire. Nouveaux problèmes, nouvelles approches, nouveaux objets*, Paris 2011 [1974], p. 916-936. Pour une synthèse sur l'opinion publique telle qu'elle peut être construite par les sondages, voir L. BLONDIAUX, *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris 1998, ainsi que la contribution synthétique de P. LABORIE, « Opinion publique » dans CHR. DELACROIX, FR. DOSSE, P. GARCIA, N. OFFENSTADT dir., *Historiographies, II. Concepts et débats*, Paris 2010, p. 803-813.

18. Après les historiens des Lumières (outre Habermas, A. FARGE, *Dire et mal dire, l'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris 1992 a tenté d'aborder « par le bas » (rumeurs, ragots) une opinion que J. Ozouf ou R. Chartier abordaient plutôt « par le haut », c'est-à-dire en considérant avant tout les penseurs : voir, récemment, B. BINOCHÉ, A. J. LEMAÎTRE éd., *L'opinion publique dans l'Europe des Lumières. Stratégies et concepts*, Paris 2013), les médiévistes se sont emparés du thème de l'opinion publique. Sans entrer dans le détail d'un débat foisonnant et encore en cours, renvoyons à B. GUENÉE, *L'opinion publique à la fin du Moyen Âge d'après la « Chronique de Charles VI » du Religieux de Saint Denis*, Paris 2002 et à M. BILLORÉ, M. SORIA dir., *La rumeur au Moyen Âge : du mépris à la manipulation, V-XV^e siècle*, Rennes 2011. Dans le prolongement des études que Cl. Gauvard a consacrées à la rumeur (trop nombreuses pour être citées : voir Cl. GAUWARD, « Opinion publique » dans Cl. GAUWARD, J.Fr. SIRINELLI dir., *Dictionnaire de l'historien*, Paris 2015, p. 495-497), l'idée d'un espace

contribué à faire de l'opinion publique un objet historique à part entière et sont venues alimenter le riche débat sur l'usage méthodologique de ce concept, en insistant notamment sur la nécessité pour l'historien de considérer la pluralité des opinions et de prendre en compte le substrat des représentations mentales, des valeurs ou de l'imaginaire politique et social. Il faut toutefois concéder que nombre de ces travaux portant sur la dimension historique de l'opinion publique, parfois rédigés par ceux mêmes qui prônent l'étude de l'opinion publique au Moyen Âge, négligent d'intégrer l'Antiquité à leur réflexion, alors que Habermas avait abordé – certes pour appuyer sa thèse « décliniste » aboutissant à l'inféodation de l'espace public au XX^e siècle¹⁹ – « l'archéologie » du concept en Grèce ancienne²⁰. Accusant ainsi un retard relatif, l'analyse de l'opinion publique pour l'Antiquité (notamment romaine) a également pu être freinée par certains antiquisants, sensibles aux décalages qu'ils jugent irrémédiables entre le vocabulaire latin (par exemple *fama* ou *existimatio*) et les réalités sociales et politiques recouvertes par le concept englobant d'« opinion publique ». Radicalisant la position sceptique qu'il avait esquissée avec plus de nuances dans *Le Pain et le cirque*, P. Veyne écrit ainsi dans *L'Empire gréco-romain* qu'« en ces temps d'enfantillage, les choses appelées opinion publique ou conversation où l'on parle politique n'existent pas »²¹. À rebours de cette lecture nihiliste, d'autres savants ont tenté d'éclairer l'opinion publique antique sans pour autant négliger les spécificités documentaires et historiques propres à chaque situation, se ralliant du même coup à cette remarque séminale de Cl. Nicolet dans le *Métier de citoyen dans la Rome républicaine* :

« Ceux qui, à tort, doutent de l'existence d'une véritable opinion publique dans l'Antiquité et particulièrement à Rome doivent se demander si des messages politiques (même déguisés sous la fiction littéraire) qui touchent au même moment plusieurs dizaines de milliers de citoyens, dans l'intention avouée de susciter leur réaction, même violente, et de les faire pencher dans un certain sens, voire de leur faire prendre une décision, ne supposent pas ce qu'on peut véritablement appeler une 'opinion'. Que cette opinion ne s'exprime que par des moyens détournés et en quelque sorte allégoriques, ce n'est qu'un trait culturel caractéristique d'une civilisation »²².

public occasionnel et temporaire a permis d'insister sur des moments privilégiés, des configurations spatiales et/ou sociales propices à la mise en commun d'avis individuels et à leur diffusion collective (cf. N. OFFENSTADT, *En place publique. Jean de Gascogne, crieur au XV^e siècle*, Paris 2013).

19. V. AZOULAY, « L'Espace public et la cité grecque », *art. cit.*, p. 73-76.

20. Ainsi P. LABORIE, « Opinion publique », *art. cit.* ou CL. GAUVARD, « Opinion publique », *art. cit.*

21. P. VEYNE, « Qu'était-ce qu'un empereur romain ? » dans P. VEYNE, *L'Empire gréco-romain*, Paris 2005, p. 15-78 (p. 75-76 pour la citation) et *Le Pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris 1976, p. 544 : « L'opinion, si opinion il y a, ne fait pas la politique elle-même ; elle juge après coup les décisions de ceux à qui elle abandonne le soin de faire la cuisine politique ». Pour une lecture faisant de l'opinion publique à Rome un acteur « plus réactif que pro-actif », voir récemment FR. HURLET, « L'«öffentliche Meinung» de Habermas », *art. cit.*

22. CL. NICOLET, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Paris 1976, p. 492.

Cette tendance historiographique, qui affirme l'existence d'une opinion publique dans l'Antiquité et postule la validité d'un concept qu'il faut sans cesse ajuster aux réalités antiques afin d'en cerner les contours et d'échapper au piège de « l'anachronisme mental »²³ (voire de tirer parti d'un usage maîtrisé de l'anachronisme²⁴), semble l'avoir emporté²⁵ et continue de se développer, comme en témoigne la multiplication d'études récentes consacrées à certains aspects de l'opinion publique dans les mondes grec ou romain, sur lesquelles nous reviendrons à la fin de cette note²⁶. C'est dans ce cadre épistémologique et historiographique que s'inscrit l'ouvrage de Rosillo-López.

CERNER L'« OPINION PUBLIQUE »

Rosillo-López tente d'ajuster le concept d'opinion publique aux réalités tardo-républicaines en mobilisant les apports croisés du « *communicative turn* » et du « *spatial turn* » afin d'éclairer une cité romaine du face-à-face. Son étude revient, dans cette optique, sur la pluralité des opinions observables dans la Rome tardo-républicaine et sur les difficultés qu'il y a à saisir ce qui relève, pour les Romains comme pour les Modernes, du domaine de l'« opinion publique ». Le premier obstacle que rencontre l'historien désireux de cerner ce phénomène à Rome est le filtre aristocratique de ses sources. C'est là une réalité bien connue, dont l'une des conséquences est de mettre en avant le manque d'intérêt, voire le mépris que manifeste un auteur comme Cicéron à l'égard des propos échangés par les hommes de la plèbe dans des *tabernae* ou dans d'autres lieux du même genre : tout se passe comme si nos sources principales avaient du mal à penser l'opinion ailleurs que dans les demeures des aristocrates ou dans des espaces publics placés sous le contrôle direct de l'aristocratie²⁷. Rosillo-López s'inscrit en faux contre ce qui apparaît comme un effet déformant de nos sources. L'un des points forts de sa démonstration

23. P. LABORIE, « Opinion publique », *art. cit.*, p. 812.

24. Ainsi qu'y encourageait N. LORAUX, « Éloge de l'anachronisme en histoire », *Le Genre Humain* 27, 1993, p. 23-39 (repris dans N. LORAUX, *La tragédie d'Athènes. La politique entre l'ombre et l'utopie*, Paris 2005, p. 173-190).

25. Voir déjà E. FLAIG, « Repenser le politique dans la République romaine », *ARSS* 105, 1994, p. 13-25 : « Il est évident que Claude Nicolet a raison [...] il faudrait reformuler la phrase de P. Veyne [...] le débat sur les 'opinions publiques' débouche alors sur le problème de l'élaboration d'une 'topique' du politique par les historiens » (p. 22 n. 39). Voir également les réflexions naguère réunies dans M. SORDI, *Aspetti dell'opinione pubblica nel mondo antico*, Milan 1978.

26. Rosillo-López évoque ainsi les études de C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.* et d'A. GOTTESMAN, *Politics and the Street in Democratic Athens*, Cambridge 2014. On pourrait également ajouter FR. LARRAN, *Le bruit qui vole. Histoire de la rumeur et de la renommée en Grèce ancienne*, Toulouse 2010.

27. PH. MOREAU a par exemple attiré l'attention sur certaines attitudes rhétoriques qui avaient pour but de « faire participer » le peuple lors des *contiones* et de lui prêter une opinion, alors même que c'était l'orateur qui s'exprimait (« Donner la parole au peuple ? Rhétorique et manipulation des *contiones* à la fin de la République romaine » dans S. BONNAFOUS, P. CHIRON, D. DUCARD, C. LÉVY édés., *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain. Actes du colloque international de Cerisy-la-Salle*, Rennes 2003, p. 175-189). Voir aussi, dans ce sens, les remarques formulées plus loin à propos des *circuli*.

est notamment de s'appuyer sur les propos tenus par un correspondant de Cicéron, Caelius Rufus, qui prêtait beaucoup d'attention aux conversations, jugements et rumeurs colportés par des individus de condition modeste, parfois qualifiés de *columnari*, de *sussuratores* ou de *subrostrani* (p. 10-12 et 182-183), ces termes dépréciatifs servant chez Cicéron à désigner le bas peuple inoccupé de Rome qui, par opposition à l'aristocratie, passait ses journées au Forum et restait inactif²⁸. Le témoignage vivant que fournit Caelius, aristocrate en début de carrière, constitue l'une des meilleures illustrations de l'idée selon laquelle l'aristocratie était, contrairement à ce que son discours global pourrait laisser penser, loin d'être insensible à tout ce qui se disait au sein des couches inférieures de la population.

Il ressort également de ces analyses que l'information, quelle qu'elle soit, suivait des trajectoires qui empruntaient de multiples directions : elle apparaît le plus souvent dans nos sources comme étant « descendante » dans le sens où elle était diffusée par l'aristocratie vers les autres citoyens, mais pouvait tout aussi bien être « horizontale » quand les opinions circulaient au sein d'un même groupe social, voire « ascendante » quand elle « remontait » depuis le « simple » citoyen vers l'aristocrate, comme ce fut le cas avec Caelius Rufus. Une telle analyse suffit à prouver que toutes les opinions, celle de l'aristocrate comme celle du modeste citoyen, avaient, certes à des degrés divers, un effet indéniable sur la vie politique. Cet effet était d'autant plus puissant que ces opinions se cumulaient pour former par coalescence ce qui relève le plus de notre perception de l'« opinion publique » : l'aristocrate qui concentrait sur sa personne les remarques critiques de la part de larges franges du corps civique voyait sa réputation (*fama, existimatio*) durablement entachée, avec la potentielle conséquence qu'il pouvait subir une ou plusieurs défaites électorales dans le cadre d'un système comitial qui restait aléatoire en raison de sa complexité²⁹. L'inverse est, bien entendu, tout aussi vrai dans le cas d'aristocrates qui étaient jugés positivement par un nombre non négligeable de citoyens et qui en étaient récompensés par des élections aux différentes magistratures³⁰.

28. Voir par exemple Cic., *Fam.*, VIII.9.5 (51 a.C.) : « Il ne faudrait pas croire que Favonius ait dû son échec à nos piliers de place publique (*columnariis praeteritum*) : ce sont les meilleurs citoyens qui ont évité de voter pour lui ». Sur le vocabulaire dépréciatif mobilisé par l'Arpinate, C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 536.

29. Il est possible d'évoquer ici l'épisode (datant de la seconde moitié du II^e s. a.C.) que rapporte Val. Max., VII.5.2 : « Nasica, très jeune encore, brigait l'édilité curule. Il prit et serra fortement, selon l'usage des candidats, la main d'un citoyen, une main endurcie par le travail de la campagne et, pour plaisanter, lui demanda s'il avait l'habitude de marcher sur les mains. Ce mot, entendu de ceux qui se trouvaient autour de lui, se répandit dans le peuple et causa l'échec de Scipion (*quod dictum a circumstantibus exceptum ad populum manavit causamque repulsae Scipioni attulit*) : toutes les tribus rustiques, estimant qu'il leur reprochait là leur pauvreté, répondirent à son injurieuse plaisanterie par une explosion de colère ».

30. Sur l'attitude « joviale » que les magistrats républicains devaient adopter lors de leurs interactions directes avec le *populus*, afin de préserver en toute circonstance la *libertas* des citoyens et de contrebalancer des inégalités socio-politiques objectives, notamment dans le but de maintenir l'obéissance des citoyens et d'obtenir leur vote, voir M. JEHNE, « Jovialität und Freiheit. Zur Institutionalität der Beziehungen zwischen Ober- und Unterschichten in der römischen Republik » dans B. LINKE, M. STEMLER éds., *Mos Maiorum. Untersuchungen zu den Formen der Identitätsstiftung und Stabilisierung in der römischen Republik*, Stuttgart 2000, p. 207-235.

Dans tous les cas, le caractère diffus de l'opinion romaine telle qu'elle vient d'être définie a pour corollaire l'idée que la production littéraire parvenue jusqu'à nous est saturée de références à la création et à la circulation en tous sens de ces messages à caractère politique. Cette réalité a conduit Rosillo-López à forger le concept de « political literature », qui vise à regrouper sous une seule catégorie des œuvres de nature différente et qui est défini, pour cette raison, comme « un outil épistémologique utile » (p. 116). Il s'agit toutefois d'une proposition qui ne nous semble pas devoir être retenue, non seulement parce qu'elle n'alimente pas le débat de manière décisive, mais également parce qu'elle risque, au contraire, d'introduire certaines confusions. Son principal inconvénient est de faire éclater la division traditionnelle en genres littéraires (ce qui pourrait constituer, en soi, une démarche valide) et de la remplacer par un objet totalement hybride d'un type nouveau, la « littérature politique », qui manque de substance conceptuelle et qui plaque, de surcroît, sur une réalité antique une formule contemporaine. Tout compte fait, il faut être prudent dans le maniement d'un tel concept, trop englobant pour avoir une véritable portée heuristique³¹. On partira plutôt de l'idée selon laquelle les différents acteurs de la vie politique utilisaient tous les canaux de transmission à leur disposition, y compris ceux qui relevaient de genres littéraires bien établis, pour exprimer par ce biais des opinions. Cette divergence avec l'analyse de Rosillo-López ne porte toutefois que sur les modalités de diffusion de l'opinion à l'époque romaine, et non sur son existence même, qui sort au contraire renforcée de l'ensemble de son étude. Il apparaît en effet, à la lecture de ce livre, que l'agrégation des nombreuses opinions individuelles formait, à Rome comme hors de la Ville, un espace de communication à la fois concret et abstrait qui touchait tous les groupes sociaux de la cité et qui les mettait en relation les uns avec les autres. L'opinion publique dans la Rome tardo-républicaine, si elle ne saurait donc se confondre avec notre propre conception de ce phénomène – n'étant aucunement, par exemple, une forme de contre-pouvoir –, n'en apparaît pas moins comme une composante à part entière d'une vie politique dont on mesure désormais mieux jusqu'à quel point elle ne se limitait pas aux opinions des aristocrates, ni ne dépendait uniquement de celles-ci.

LOCALISER ET SPATIALISER LES OPINIONS À ROME

Conférer de la substance à ces multiples opinions impliquait d'en proposer une lecture spatiale. Bien que l'ouvrage ne comporte qu'une seule carte figurant la présence des boutiques sur le Forum et à ses alentours (p. 59), plusieurs chapitres ou paragraphes concernent les enjeux spatiaux relatifs à la création, puis à la diffusion des opinions dans l'espace public (p. 42-74, 87-93 ou 182-183). Dans ces pages, Rosillo-López favorise une double approche, à la fois zonale/concentrique – l'analyse des espaces civiques se déploie depuis le cœur du Forum jusqu'aux abords de la Ville – et dynamique/réticulaire, qui insiste sur les rencontres

31. Ce problème de fond nous semble visible dans l'articulation entre le chapitre IV (p. 98-118), qui entend relativiser la coupure entre genres littéraires, et le chapitre V (p. 119-154), qui est en grande partie organisé par genres.

entre habitants issus de diverses classes sociales et sur la circulation de personnages vecteurs d'opinions dans les rues, sur les places ou aux carrefours de la Ville. Résolument située au croisement du « *communicative turn* » et de la sociologie interactionniste, cette étude spatialisée de la vie politique relève tout autant du « *spatial turn* » (p. 42 et 47), grille d'analyse développée depuis les années 1970 qui postule que l'espace est le résultat d'interactions sociales et politiques qu'il contribue, en retour, à largement façonner³². Si la prise en compte du rôle politique joué par l'espace urbain et par la topographie n'est pas nouvelle, ni pour l'étude de la Rome tardo-républicaine ni pour celle de l'opinion publique³³, le propos s'est souvent focalisé sur les espaces du Forum ou du Champ de Mars.

Mesurant, après d'autres³⁴, les conséquences d'une analyse limitée aux lieux centraux de la cité, Rosillo-López entend localiser et spatialiser les opinions dans l'ensemble de la Ville et au-delà. L'analyse concentrique des espaces civiques débute, de manière attendue, avec le cas du Forum. Lieu central de la cité où les citoyens venaient assister aux discussions politiques du Sénat ou des *contiones*, le Forum était également un espace où les habitants de Rome, qu'ils soient citoyens ou pérégrins, flânaient et écoutaient, voire participaient à des discussions informelles qui, directement politisées ou non, étaient par essence publiques³⁵. Rosillo-López évoque l'influence et le rôle pivot des *nomenclatores* dans la collection de ces informations venues du Forum, ainsi que le rôle diffusif joué par les *columnari*, *susurratores* ou *subrostrani* (p. 182-183). Ces « piliers de la place publique » se trouvaient près de la colonne *Maenia*, où siégeait le tribunal des *tresviri capitales*, ou sous les colonnades des temples et basiliques du Forum – espaces ouverts favorisant les libres discussions – et contribuaient à diffuser les informations et nouvelles qui émanaient du Sénat ou des *contiones*. Ces informations passaient ensuite au tamis des lieux adjacents au Forum, véritables points-relais entre le Forum et le reste de la cité autant que foyers où naissaient de nouvelles informations : Rosillo-López rappelle ainsi (la chose est bien connue) que les boutiques et marchés situés à proximité du Forum étaient des lieux privilégiés d'interactions entre habitants de la Ville et qu'ils permettaient de nombreuses discussions politiques (p. 58-62).

32. Sur ce « tournant spatial » qui, à la différence du « tournant linguistique », n'a pas bénéficié d'un réel effort originel de formalisation, voir les tentatives de définitions proposées dans B. WARF, S. ARIAS, *The Spatial Turn: Interdisciplinary Perspectives*, Londres-New York 2009.

33. Habermas adoptait déjà une lecture spatiale qui permettait de « rendre toute sa place aux lieux informels de l'éducation et de l'information politique, essentielle dans la structuration de l'opinion » (V. AZOULAY, « L'Espace public et la cité grecque », *art. cit.*, p. 70). Pour l'histoire romaine, CL. NICOLET soulignait l'importance d'une analyse spatialisée pour la connaissance de la vie politique romaine (*Le métier de citoyen...*, *op. cit.*, p. 21-22). Il insistait notamment sur l'importance du Champ de Mars, lieu de nombreuses cérémonies politiques à l'époque tardo-républicaine (cf. *infra* sur ce point, lors de la discussion sur l'« opinion plébéienne »). Cet angle spatial se retrouve également dans le récent ouvrage collectif de C. FRANCESCHELLI *et al.* éds., *Spazi pubblici e dimensione politica nella città romana : funzioni, strutture, utilizzazione*, Bologne 2017.

34. C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 497-546 (avec bibliographie).

35. Récemment, A. RUSSELL, *The Politics of Public Space in Republican Rome*, Cambridge 2016, p. 43-95 est revenue sur les conséquences politiques liées au caractère « public » du Forum, espace de réunion politique autant que de libre circulation quotidienne, des citoyens comme des non-citoyens.

Hors du Forum, il existait d'autres lieux essentiels à la diffusion des opinions : avant d'évoquer les discussions informelles dans le cadre de *convivia* réunis au sein des *domus* aristocratiques (p. 70-73), Rosillo-López revient sur la centralité politique de la rue et des *compita*, carrefours dont la situation urbaine était propice à l'échange de nouvelles (p. 64-70)³⁶. Afin d'illustrer la propagation des rumeurs à partir de ces carrefours et de rappeler le degré élevé de connaissance de certains citoyens sur les questions de politique intérieure et extérieure, elle mobilise avec une grande pertinence un extrait tiré des *Satires* d'Horace (p. 64) :

« Des rostres, il se répand à travers les carrefours un bruit qui glace tout le monde (*frigidus a rostris manat per compita rumor*) : tous ceux que je rencontre me questionnent : "Hé, mon bon, tu dois être informé puisque tu approches des dieux : as-tu entendu dire quelque chose des Daces ? – Rien, en vérité. – Ah ! Quel farceur du fais ! – Que tous les dieux s'acharnent sur moi si j'en ai rien entendu dire !" »³⁷.

En dépit de l'imprécision chronique qui caractérise les événements situés hors du Forum, Rosillo-López parvient à reconstituer les linéaments de la diffusion des opinions par une étude des rumeurs et par l'analyse de paroles plus difficilement perceptibles encore. Elle met par exemple en exergue le rôle des barbiers (*tonsores*), connus depuis l'époque de Polybe au moins pour leur participation à la transmission d'informations dans la cité (p. 177-180)³⁸. Elle évoque également le cas des bouffons (p. 180) et celui des cercles de paroles (*circuli*), espaces du politique qui n'ont que rarement retenu l'attention de l'historiographie. Les *circulatores*, apparemment nombreux, s'apparentaient à des musiciens ou à des poètes ambulants qui disposaient d'une parole propre³⁹ : chaque Romain pouvait avoir assisté à l'une de leurs discussions, sur une place ou dans une rue de la Ville. Les *circuli*, espaces indéfinis de rencontres qui n'avaient pas besoin d'être réunis par un magistrat⁴⁰, étaient l'occasion de diffuser des nouvelles politiques que l'on transmettait et que l'on commentait par la suite. Ils échappaient ainsi entièrement à l'autorité des aristocrates et contribuaient à la diffusion de rumeurs reposant sur un processus de transmission aux multiples relais, ne provenant pas seulement du Forum⁴¹. Parce qu'ils étaient le fait d'acteurs populaires et se révélaient *de facto* incontrôlables, ces cercles furent dénigrés par les sources littéraires, qui les présentent comme peu légitimes sur le plan politique, voire comme la réunion d'êtres dangereux flirtant avec la conspiration, et qui fustigent jusqu'à la

36. Voir également, sur la dimension politique des carrefours, les remarques récentes de H. FLOWER, *The Dancing Lares and the Serpent in the Garden. Religion at the Roman Street Corner*, Princeton 2017, p. 234-241.

37. Hor., *Sat.*, II.6.51-56.

38. Pol., *Hist.*, III.20.5. Rosillo-López s'appuie aussi sur des exemples tirés du *De Garrulitate* de Plutarque (VII et XIII).

39. Les débats autour du détail de l'activité de ces *circulatores* (T.P. Wiseman en fait des conteurs d'histoires, N. Horsfall des éducateurs populaires) sont évoqués p. 181.

40. P. O'NEILL, « Going Round in Circles: Popular Speech in Ancient Rome », *ClAnt* 22, 2003, p. 147-148).

41. C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 535-536 sur les tentatives de reconstituer les lieux de ces réunions.

manière de s'y exprimer⁴². La teneur aristocratique de la documentation qui a été évoquée plus haut explique que ces formes de sociabilités informelles échappent encore trop souvent à la vigilance des historiens et l'on ne peut que louer la démarche de Rosillo-López qui, à partir des travaux peu connus de P. O'Neill, souligne l'importance de l'espace urbain et de la circulation des acteurs non-aristocrates dans la diffusion des opinions au sein de l'espace public⁴³. Les pages que l'auteure consacre à l'omniprésence du bruit et à l'impact politique de la marche⁴⁴ sur la circulation des opinions (p. 43-47) participent tout autant de cette analyse dynamique et contextuelle qui, dans une perspective explicitement interactionniste, fait des rencontres interpersonnelles dans l'espace de la cité le principal élément moteur de l'opinion publique⁴⁵.

Un dernier pan de cette lecture spatialisée des opinions porte sur la diffusion des nouvelles hors de Rome (p. 87-93). Depuis le Palatin ou le Forum jusqu'à l'extérieur de la cité (une lettre mettait deux à trois jours pour parvenir à Formies, plusieurs semaines pour toucher la province d'Asie), une information subissait une série de transformations qui contribuaient à éprouver sa validité et/ou son utilité⁴⁶. Malgré les déformations ou pertes d'informations inhérentes à l'échange de lettres comme au processus de bouche-à-oreille, les aristocrates stationnés hors de Rome ne manquaient pas de demander à leurs connaissances demeurées en Ville de bien vouloir prendre le « pouls de l'opinion » et de les en informer, comme le rappelle une lettre de Cicéron, envoyée à son ami Atticus depuis Venusia en mai 51 a.C. :

« Je crois qu'aujourd'hui on aura fait quelques chose au Sénat. Aussi souhaité-je être suivi d'une lettre de toi qui me fasse connaître non seulement tout ce qui s'y passe, mais aussi tout ce qui se dit »⁴⁷.

Sans que soient toujours pointés les biais induits par cette dernière analyse, presque exclusivement fondée sur la correspondance de l'Arpinate et donnant donc surtout à voir l'importance politique de l'opinion des aristocrates, il ressort généralement de ces pages que les opinions doivent être spatialisées afin d'être saisies dans leur diversité et dans leur dimension concrète. La mise en exergue de plusieurs foyers de création et de diffusion des opinions dans la Ville offre ainsi l'occasion à l'auteure de nuancer les effets de la lecture centralisée

42. Sen., *Prov.*, V.4 : « Le Sénat siège souvent des journées entières, et pendant ce temps les plus vils personnages charment leur loisirs au Champ de Mars, s'enferment dans une taverne ou tuent le temps dans quelques cercles ». Sur l'« *inferior speech* » mobilisé au sein des *circuli* : P. O'NEILL, « Going Round in Circles », *art. cit.*, p. 157-162.

43. P. O'NEILL, *A Culture of Sociability: Popular Speech in Ancient Rome*, Ph.D., Univ. of Southern California, 2001 et « Going Round in Circles.. », *art. cit.* Voir également C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 533-546.

44. L'étude principale dont l'auteure prolonge les analyses est celle de T.M. O'SULLIVAN, *Walking in Roman Culture*, Cambridge 2011.

45. On retiendra notamment les tentatives (expérimentales) de restituer la portée des voix d'un groupe (audible à environ 25 mètres) ou de l'orateur, dont la parole aurait, depuis la tribune, pu atteindre le milieu du Forum (selon E. BETTS, « Towards a Multisensory Experience of Movement in the City of Rome » dans R. LAURENCE, D.J. NEWSOME édés., *Rome, Ostia, Pompeii: Movement and Space*, Oxford 2011, p. 118-132).

46. Une telle remarque est tout aussi valable dans le sens inverse : Cic., *Fam.*, VIII.1.2 évoque ainsi une rumeur qui, venue du sud et concernant les Transpadans, s'essouffla dès son arrivée à Cumes et n'atteignit jamais Rome.

47. Cic., *Att.*, V.5.1.

ou strictement concentrique qui a longtemps prévalu dans l'analyse de la dimension politique des espaces urbains. Cette analyse décentrée de l'opinion aurait pu être encore renforcée par la prise en considération d'autres facettes de l'opinion publique, que Rosillo-López a parfois choisi d'écarter.

D'AUTRES FACETTES DE L'OPINION TARDO-RÉPUBLICAINE

La question d'une « opinion plébéienne » et de ses lieux d'expression a fait l'objet des réflexions approfondies de C. Courrier, qui a consacré une synthèse à la culture (notamment politique) de la plèbe urbaine aux époques tardo-républicaine et alto-impériale⁴⁸. Celui-ci a rendu toute son épaisseur socio-politique aux actions de certains plébéiens dans la formation d'opinions qui pouvaient s'incarner dans des choix électoraux⁴⁹ ou dans la transmission de rumeurs, mais qui prenaient aussi la forme d'actions collectives dont la violence (réelle ou symbolique) faisait partie intégrante, comme dans le cas des émeutes ou des applaudissements et clameurs qui raisonnaient lors des jeux du cirque ou des pièces de théâtre⁵⁰. En scrutant avec précision les aspects matériels de ces interventions et en considérant les revendications sociales et politiques qui les sous-tendaient comme des indicateurs de l'existence d'une opinion propre à la culture de la plèbe urbaine, Courrier conclut à un niveau d'information et de politisation relativement élevé de la part de certains plébéiens et rappelle que les lieux des manifestations extra-institutionnelles de cette politisation étaient (outre le Forum) le Champ de Mars et les lieux de spectacle⁵¹. La prise en compte de ces éléments vient renforcer l'entreprise d'ouverture de Rosillo-López vers les acteurs non-aristocrates de la Rome tardo-républicaine autant qu'elle permet d'éclairer l'impact de l'opinion plébéienne sur la compétition à laquelle se livraient les aristocrates (et réciproquement), depuis la *contio* jusqu'à la distribution de blé. Cela donne enfin l'occasion d'approfondir l'analyse concrète et spatialisée des modalités de politisation de certains citoyens, l'étude de Courrier venant sur ce point compléter les analyses que Rosillo-López propose des interventions de la foule au théâtre (p. 63-64)⁵².

48. C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 427-603. Cette étude est connue de l'auteur, mais n'est que trop rarement exploitée (p. 155 et 232-233 sur l'Empire).

49. C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 457-463.

50. L'auteur recense 170 actions collectives entre 136 et 29 a.C. (C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 500).

51. C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 639-649.

52. Cette analyse repose sur le seul commentaire d'un passage de Tite-Live, concernant la rumeur de la victoire à Pydna pendant des jeux sur le Champ de Mars et qui, après *murmur* et *fremitus*, provoqua les applaudissements et les cris de la foule, à la surprise des magistrats en charge de l'organisation du spectacle (Liv., *Hist.Rom.*, XLV.1.2-3). Un autre épisode aurait, par exemple, pu venir enrichir ce type d'analyse : « La haine que suscita M. Titius contre lui en raison de cet acte [l'assassinat de Sex. Pompée, en 35 a.C.] atteignit un tel degré que, peu après, alors qu'il donnait des jeux au théâtre de Pompée, il fut chassé, par les malédictions du peuple, du spectacle dont il assurait les frais » (Vell., *Hist.Rom.*, II.79.5). Sur l'opinion de la foule au théâtre à l'époque tardo-républicaine, cf. CL. NICOLET, *Le métier de citoyen...*, *op. cit.*, p. 482-494 et C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 578-582.

Dans une optique analogue, certains médias liés à la formulation et/ou à la transmission d'opinions collectives pouvaient également retenir l'attention. Ainsi, Rosillo-López n'aborde que rapidement l'impact des émotions collectives sur la vie publique et le façonnement des opinions (p. 200-201, 217), alors que cet angle d'approche, au cœur de l'historiographie récente, permettait de scruter certains mécanismes psychologiques dont on sait l'importance dans la compréhension de l'opinion⁵³. La prise en considération du rôle joué par les émotions dans les discours dispensés par les orateurs sur le Forum (notamment lors des *contiones*) ou lors de la propagation des rumeurs aurait par exemple pu permettre d'engager le débat autour de l'idée, remise en cause par plusieurs études récentes mais qui demeure tenace parce qu'elle procède de la teneur aristocratique de la documentation, selon laquelle la foule tardo-républicaine privilégiait les émotions et le *pathos* à l'exposition solide et dépassionnée des faits, qu'ils soient politiques ou judiciaires⁵⁴. L'exemple de la mésentente entre les conspirateurs et les citoyens lors des Ides de Mars, qui constitue l'un des développements les plus originaux du livre (p. 187-195)⁵⁵, aurait ainsi pu être également considéré au prisme d'une lecture « émotive », qui prend soin de bien distinguer ce qui relève des seuls affects collectifs de cas où les émotions influaient directement sur la morphologie des opinions. Cette approche

53. Prenons ici l'exemple bien connu, de peu antérieur à la période considérée par l'auteure, de la panique qui s'empara de Rome après Cannes en 216 a.C. : « À Rome, à la première nouvelle de ce désastre, avec une terreur et un tumulte énormes, le peuple accourut au Forum. Les matrones, errant par les rues, demandent à ceux qu'elles rencontrent quelle est cette défaite soudaine, et le sort de l'armée. [...] Le lendemain, et pendant les quelques jours suivants, aux portes de Rome, une foule, où il y avait presque plus de femmes que d'hommes, resta à attendre ou quelqu'un des siens, ou des nouvelles à leur sujet ; elle entourait les arrivants pour les interroger, et ne pouvait s'en détacher, surtout si c'étaient des personnages connus, sans s'être informée de tous les détails, dans l'ordre » (Liv., *Hist. Rom.*, XXII.7.6-11).

54. Un usage abusif de cette lecture « émotionnelle » de la vie publique se lit par exemple dans l'étude que J. AXER consacre à la théâtralisation des échanges entre orateurs et foule (« Tribunal-Stage-Arena : Modelling of the Communication Situation in M. Tullius Cicero's Judicial Speeches », *Rhetorica* 7, 1989, p. 299-311, ici p. 302). Plus récemment, A. VIAL-LOGEAY, « L'univers romain » dans A. CORBIN, J.-J. COURTINE, G. VIGARELLO dir., *Histoire des émotions. I. De l'Antiquité aux Lumières*, Paris 2016, p. 64-85 (p. 69) postule également la prééminence de l'émotion au détriment de la recherche de la vérité. La remise en cause de ce poncif, forgé par les sources, a été menée par C. Courrier dans son étude sur la plèbe ainsi que par CH. GUÉRIN, *La voix de la vérité. Témoin et témoignage dans les tribunaux romains du premier siècle avant J.-C.*, Paris 2015. Ce travail rappelle l'importance des arguments rationnels et moraux dans la recherche d'une vérité judiciaire qui repose sur une opinion plus circonscrite que l'opinion publique, mais fondée sur des éléments communs (*fama* et *existimatio*, rumeurs, examen de la moralité, etc.).

55. Les Libérateurs ont d'abord supposé que César était de moins en moins populaire auprès de la plèbe urbaine, alors que cette dernière lui était plutôt favorable, bien que parfois divisée après l'affaire des tribuns et du diadème. Les conspirateurs sortant de la Curie le 15 mars 44 pensaient également trouver la cité en liesse et durent se contenter d'un Forum vide. Enfin, les discours destinés à vanter la légitimité de leur action en faveur de la *res publica libera* des *maiores* furent moins bien reçus que l'appel aux émotions dont usa Antoine lors des funérailles du dictateur.

aurait par exemple permis de réfléchir à l'importance des émotions de la foule (la tristesse⁵⁶, la peur ou la colère) lors des funérailles de César et d'approfondir la question de la manipulation rhétorique des émotions « populaires » à laquelle se livra Antoine, qui consolida l'opinion hostile de la population urbaine envers l'action des conspirateurs⁵⁷.

Souligner l'importance politique des émotions pouvait également encourager à considérer l'impact du rire dans la création et la diffusion des opinions. En effet, si Rosillo-López évoque en détail l'impact des rumeurs, de certains graffitis (p. 144-154) ou des surnoms⁵⁸ sur l'opinion, elle choisit d'évacuer la question des plaisanteries politiques qui pouvaient expliquer, sous-tendre ou côtoyer ces surnoms, rumeurs ou graffitis⁵⁹. Une étude récente (trop récente pour que l'auteure ait pu en prendre connaissance) a tenté d'explorer le rôle joué par le « faire rire » (*risum mouere*) dans la vie politique romaine et revient à plusieurs reprises sur les liens entre les plaisanteries prononcées ou écrites sur les murs de la Ville d'une part, et la création, la transmission ou la fixation – sur le moment comme dans la littérature postérieure – des opinions collectives d'autre part⁶⁰. Outre des remarques sur le « faire rire » utilisé par les orateurs devant la *corona* des procès, lors des *contiones* et dans le cadre des campagnes électorales, l'analyse des bons mots mobilisés par des *imperatores* qui souhaitaient s'assurer de l'opinion favorable de citoyens-soldats amenés à voter une fois la campagne militaire terminée, ou l'étude des plaisanteries prononcées par les soldats lors des triomphes, ce sont surtout les graffitis humoristiques qui ont été considérés au miroir de l'opinion romaine. C'est à nouveau dans le cas des Ides de mars 44 que ce type d'analyse se révèle le plus fécond. L'étude montre que les contestations initiales face à César purent provenir de la frange supérieure du peuple de Rome qui, exaspérée par certaines actions du dictateur et notamment par son attitude envers les tribuns de la plèbe, fut à l'origine de graffitis inscrits sur la statue du dictateur et de Lucius Brutus⁶¹. Par l'entremise de la mise en lumière du Brutus de 509 a.C., qui chassa le

56. La tristesse est sans doute l'émotion dont la portée politique et sociale a été le plus souvent étudiée par les antiquisants : voir, récemment, les études synthétiques de S. REY, *Les larmes de Rome. Le pouvoir de pleurer dans l'Antiquité*, Paris 2017 et J. VEKSELIUS, *Weeping for the res publica. Tears in Roman political culture*, Lund 2018.

57. L'auteure formule quelques remarques en ce sens p. 193-194.

58. CR. ROSILLO-LÓPEZ « Popular Public Opinion in a Nutshell... », *art. cit.*, présente, à juste titre, les surnoms populaires comme « a snippet of public opinion » et y voit « the most condensed or concise expression of non-élite public opinion [which] reflect nothing less than an independant, cohesive and indeed genuinely challenging popular political culture » (p. 95 et 107). Or de telles formules semblent tout à fait valides pour une large partie des plaisanteries observables.

59. On trouve de brèves mentions ou remarques relatives aux bons mots, par exemple p. 182 ou 224.

60. P. MONTLAHUC, *Le pouvoir des bons mots : « faire rire » et politique à Rome du milieu du III^e siècle a.C. jusqu'à l'avènement des Antonins*, Rome, à paraître, 2019 (chapitres II à VI).

61. « Des gens inscrivent au bas de la statue de Lucius Brutus : “Ah ! Si vous viviez !” et de la statue de César lui-même : “Brutus, pour avoir chassé les rois, a, le premier, été fait consul. Cet homme, pour avoir chassé les consuls, a finalement été fait roi” » (Suét., *Iul.*, LXXX.5-6). L'étude la plus précise de cette « graffiti campaign » de 45-44 a.C. est celle de R. MORSTEIN-MARX, « “Hidden Transcripts” and “Common Knowledge”: Plebeian Communicative Agency in Republican Rome » dans CHR. KUHN éd., *Politische Kommunikation und öffentliche Meinung in der antiken Welt*, Stuttgart 2012, p. 191-218. Sur l'importance (notamment politique) des graffitis dans

tyran sans le tuer, la critique demeurait symbolique et la mention du roi faisait écho à l'humour généralement utilisé afin de blâmer l'amour bien connu de César pour la royauté. Néanmoins, il se peut que les aristocrates aient récupéré ce mécontentement, en inscrivant sur le tribunal du préteur urbain M. Brutus des traits caustiques :

« [Cassius s'exprime] Ignorez-tu donc qui tu es, Brutus ? Ou crois-tu que les inscriptions qui couvrent la tribune soient l'œuvre de tisserands et de cabaretiers et non des premiers et des plus puissants des citoyens ? (ἢ τὸ βῆμά σου δοκεῖς καταγράφειν τοὺς ὑφάντας καὶ τοὺς καπήλους, οὐχὶ τοὺς πρώτους καὶ κρατίστους ταῦτα ποιεῖν) [...] De toi on exige, comme une dette héréditaire, que tu abattes la tyrannie »⁶².

À ce durcissement des attaques envers César répondit un changement de lieu qui exploitait la tension entre un support officiel et un message « sauvage » afin d'assurer la diffusion d'un message provenant d'aristocrates qui, devenus prudents face à César, souhaitaient transmettre leurs opinions par des moyens détournés et efficaces. Il est aussi possible que certains aristocrates aient cru, à la lecture des premiers graffitis populaires, être soutenus par une large partie du peuple de Rome et qu'ils aient souhaité abonder en ce sens, surinterprétant les références originelles à L. Brutus afin de pousser M. Brutus à tuer César. En restituant sa complexité à l'étude des relations entre opinions « populaire » et « aristocratique », ce dossier semble permettre une analyse nuancée et spatialisée qui souligne le rôle joué par le rire et l'invective dans la formation des opinions.

La prise en considération d'une invective politique non pas limitée au seul « faire rire » pouvait enfin contribuer à identifier les outils mobilisés afin de forger et de diffuser l'opinion, à l'époque de César comme par la suite. Essentielle pour l'étude des luttes d'opinions, la période triumvirale a été l'objet des remarques récentes de L. Borgies, qui a insisté sur l'omniprésence et la variété des luttes propagandistes en analysant la diffusion et l'impact de nombreux discours, pamphlets et déclarations publiques sur la création, l'orientation ou l'annihilation d'opinions plus ou moins partagées par les citoyens de Rome dans un contexte de tensions civiles aiguës⁶³. En rappelant l'importance de ces jeux de captation de l'opinion romaine dès la mort de César, puis en s'interrogeant sur le caractère concerté de la création et de la diffusion d'une propagande opposant Antoine à Octavien, Borgies récuse l'idée d'une propagande triumvirale qui serait « inventée » par les auteurs impériaux ou qui aurait été limitée aux seules années 36-31 a.C. Son ouvrage vient utilement compléter le livre de Rosillo-López, qui passe rapidement sur l'époque triumvirale (p. 179 et 229). Cette absence est d'autant plus surprenante que l'auteure termine son ouvrage par des remarques consacrées au début du Principat (p. 229-233).

l'espace public, voir les remarques synthétiques de M. CORBIER, « L'écriture dans l'espace public romain » dans M. CORBIER, *Donner à voir, donner à lire. Mémoire et communication dans la Rome ancienne*, Paris 2006, p. 53-76 (surtout p. 71-73).

62. Plut., *Brut.*, X.6 (*idem* chez App., *B.C.*, II.113).

63. L. BORGIES, *Le conflit propagandiste entre Octavien et Marc Antoine. De l'usage politique de la uituperatio entre 44 et 30 a. C. n.*, Bruxelles 2016.

En mobilisant un nombre limité de sources et sans s'attarder sur les rythmes syncopés et sur la complexité du phénomène de repli de la parole aristocratique face à Auguste, ces dernières lignes soulignent la captation progressive de la parole publique par le *princeps* entre les époques d'Auguste et de Tibère. En dépit de cette orientation nouvelle de l'opinion vers la personne de l'empereur, la permanence des rumeurs populaires permet à l'auteure de conclure, à raison, que « the workings and mechanisms of popular public opinion remained more or less intact during the Principate. Both elite and popular public opinion was based on socialising, and socialising did not stop during the Principate » (p. 233)⁶⁴.

REMARQUES CONCLUSIVES

Afin de souligner la diversité des opinions observables dans la Rome tardo-républicaine, d'en restituer les multiples dimensions (historiques, politiques, anthropologiques ou sociologiques) et de déterminer ce qui relevait d'une véritable « opinion publique » romaine, Rosillo-López favorise une réflexion opportunément située à la croisée de la politique et du politique. Cette entreprise bienvenue, qui fait sienne la démarche interactionniste adoptée par certaines études récentes consacrées à la culture politique, la conduit à évaluer en détail le rôle des acteurs sociaux qui, depuis les orateurs réunis lors des *contiones* jusqu'aux *circulatores*, faisaient naître, entretenaient et/ou interprétaient ces opinions. L'analyse communicationnelle favorisée par Rosillo-López encourage également cette dernière à reconstituer les nombreuses modalités de diffusions ou de manipulations d'opinions multidirectionnelles par le biais d'analyses sur les rumeurs, les surnoms ou les graffitis. Sa lecture spatialisée de l'opinion aboutit enfin à identifier de multiples lieux de diffusion de la parole dans l'espace public, sans se limiter à l'espace central du Forum et en attirant l'attention sur l'importance de lieux tels que les carrefours, les rues ou les boutiques de Rome et de ses alentours dans l'expression d'opinions qui eurent un impact politique réel, parfois sous-estimé par une historiographie encore largement dépendante de la teneur aristocratique de nos sources.

Le contenu de la présente « lecture critique » suffit à révéler tout l'intérêt que ses auteurs ont eu pour *Public Opinion and Politics in the Late Roman Republic*, livre dont le sujet est traité de manière originale, qui est servi par une plume claire et qui constitue une invitation permanente au débat. On relèvera certes quelques problèmes de forme qui rendent par endroits la lecture difficile, comme les nombreuses répétitions ou la tendance à multiplier les exemples sans toujours les commenter. On pourra également regretter que certaines réflexions n'aient pas été davantage approfondies ou suffisamment rattachées à la démonstration d'ensemble, comme la question de l'*urbanitas*, seulement évoquée à la p. 186. Cela étant, la monographie de Rosillo-López est amenée à devenir un point de référence bibliographique et apparaît comme un pur produit de son époque, s'inscrivant pleinement dans un contexte historiographique,

64. Même idée chez C. COURRIER, *La plèbe de Rome...*, *op. cit.*, p. 605-736 et « The Roman Plebs and Rumour », *art. cit.*

mais aussi politique, dominé par les thèmes de l'information – sa fabrication, sa diffusion, sa réception, sa déformation, sa monopolisation – et de la communication. Ce livre ouvre de façon prometteuse une série de pistes de réflexions, que cette note critique entendait mettre en évidence et qui ne demandent, pour certaines, qu'à être prolongées⁶⁵.

65. Il faudra, par exemple, surveiller la publication prochaine du livre d'A. ANGIUS, *La Repubblica delle opinioni. Fonti dell'opinione popolare a Roma tra II e I sec. a.C.* (parution prévue fin 2018).

REVUE DES ÉTUDES ANCIENNES
TOME 120, 2018 N°2

SOMMAIRE

ARTICLES :

Pierre DEBORD, Pierre FRÖHLICH, <i>Aigai d'Éolide et Colophon-sur-Mer : un nouveau fragment de l'inscription trouvée à Claros</i>	339
Ivana SAVALLI-LESTRADE, <i>Le dossier épigraphique d'Hefzibah (202/1-195 a.C.) : chronologie, histoire, diplomatique</i>	367
David M. PRITCHARD, <i>Les dépenses publiques dans l'Athènes démocratique : 200 ans après August Böckh</i>	385
Michel ROUX, <i>L'impact économique de la présence militaire étrangère en Phrygie : soldats et vétérans comme consommateurs et producteurs (époque achéménide-fin du Haut-Empire)</i>	407
Michel CHRISTOL, <i>Aux confins de l'Asie et de la Galatie à l'époque impériale romaine, entre Apamée de Phrygie et Apollonie de Pisidie : routes et territoires de cités, fiscalité et sécurité</i>	439
Corinne BOULINGUEZ, <i>De l'océan au phare d'Alexandrie : la conque de Triton</i>	465

LECTURES CRITIQUES

Frédéric HURLET, Pascal MONTLAHUC, <i>L'opinion publique dans la Rome tardo-républicaine</i>	489
Antonio GONZALES, « <i>Dis que j'ai plu à ceux qui étaient, dans la guerre et la paix, les premiers de la ville</i> »	509
Comptes rendus	521
Notes de lectures	635
Liste des ouvrages reçus	637
Table alphabétique par noms d'auteurs.....	641
Table des auteurs d'ouvrages recensés.....	647

